



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ
14 ΑΠΡΙΛΙΟΥ 1983

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
47

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

1347. Κύρωση της Συνθήκης του Ναϊρόμπι για την προστασία του ολυμπιακού συμβόλου. 1
1348. Διάλυση του Ν.Π.Δ.Δ με την επωνυμία «Άρμα Θέσπιδο» και άλλες διατάξεις. 2

ΝΟΜΟΙ

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1347

Κύρωση της Συνθήκης του Ναϊρόμπι για την προστασία του ολυμπιακού συμβόλου.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρούμεν και εκδίδομεν τον κατωτέρω υπό της Βουλής, ψηφισθέντα νόμον.

Άρθρο Πρώτο.

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που όρίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος ή Συνθήκη του Ναϊρόμπι για την προστασία του ολυμπιακού συμβόλου που υιοθετήθηκε στο Ναϊρόμπι στις 26 Σεπτεμβρίου 1981, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη Γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην Ελληνική έχει ως εξής :

Traité de Nairobi
concernant la protection
du symbole Olympique
adopté à Nairobi le 26 septembre 1981

CHARTRE 1

Dispositions de fond

Article premier : Obligation des Etats

Tout Etat partie au présent Traité est tenu, sous réserve des articles 2 et 3, de refuser ou d'invalider l'enregistrement comme marque et d'interdire, par des mesures appropriées, l'utilisation comme marque ou autre signe, à des fins commerciales, des tout signe constitué par le symbole olympique ou contenant ce symbole, tel que défini dans la Charte du Comité international olympique, sauf avec l'autorisation du Comité international olympique. Ladite définition et la représentation graphique dudit symbole figurent à l'annexe.

Article 2 : Exceptions à l'obligation

1) L'obligation prévue à l'article premier ne s'impose à aucun Etat partie au présent Traité en ce qui concerne

i) une marque constituée par le symbole olympique ou contenant ce symbole, lorsque cette marque a été enregistrée dans cet Etat avant la date d'entrée en vigueur du présent Traité à l'égard de ce dernier ou durant toute période pendant laquelle, dans ledit Etat l'obligation prévue à l'article premier est considérée comme suspendue en vertu de l'article 3 :

ii) la continuation de l'utilisation dans cet Etat, à des fins commerciales, d'une marque ou d'un autre signe constitué par le symbole olympique ou contenant ce symbole, par toute personne ou entreprise ayant licitement commencé à utiliser ainsi ce symbole dans ledit Etat avant la date d'entrée en vigueur du présent Traité à l'égard de ce dernier ou durant toute période pendant laquelle, dans ledit Etat, l'obligation prévue à l'article premier est considérée comme suspendue en vertu de l'article 3.

2) Les dispositions de l'alinéa 1) i) sont également applicables aux marques dont l'enregistrement produit effet dans l'Etat en vertu d'un enregistrement effectué dans le cadre d'un traité auquel ledit Etat est partie.

3) Toute utilisation autorisée par la personne ou entreprise visée à l'alinéa 1) ii) est considérée, aux fins dudit alinéa, comme une utilisation par ladite personne ou entreprise.

4) Aucun Etat partie au présent Traité n'est tenu d'interdire l'utilisation du symbole olympique lorsque ce symbole est utilisée dans les moyens de communication de masse à des fins d'information sur le mouvement olympique ou ses activités.

Article 3 : Suspension de l'obligation

L'obligation prévue à l'article premier peut être considérée comme suspendue par tout Etat partie au présent Traité pendant toute période pour laquelle aucun accord n'est en vigueur entre le Comité international olympique et le Comité national olympique dudit Etat quant aux conditions dans lesquelles le Comité international olympique autorisera l'utilisation du symbole olympique dans cet Etat et quant à la part revenant audit Comité national olympique sur les recettes perçues par le Comité international olympique au titre desdites autorisations.

CHAPITRE II

Groupements d'Etats

Article 4 : Exceptions au chapitre premier

En ce qui concerne les Etats parties au présent Traité qui sont membres d'une union douanière, d'une zone de libre échange, de tout autre groupement économique ou de tout autre groupement régional ou sous - régional, les dispositions du chapitre premier n'affectent pas leurs obligations au titre de l'instrument instituant une telle union, une telle zone ou un tel autre groupement, en particulier pour ce qui est des dispositions dudit instrument qui régissent la libre circulation des marchandises ou des services.

CHAPITRE III

Clauses finales

Article 5 : Modalités pour devenir partie au Traité

1) Tout Etat membre de l'Organisation Mondiale de la propriété Intellectuelle (ci-après dénommée «l'Organisation») ou de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle (ci-après dénommée «l'Union de Paris») peut devenir partie au présent Traité par

- i) sa signature suivie du dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou
- ii) le dépôt d'un instrument d'adhésion.

2) Tout Etat non visé à l'alinéa 1) qui est membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une des Institutions spécialisées qui sont reliées à l'Organisation des Nations Unies peut devenir partie au présent Traité par le dépôt d'un instrument d'adhésion.

3) Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation et d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général de l'Organisation (ci-après dénommé «le Directeur général»).

Article 6 : Entrée en vigueur du Traité

1) A l'égard des trois Etats qui, les premiers, déposent leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, le présent Traité entre en vigueur un mois après le jour où est déposé le troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2) A l'égard de tout autre Etat qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, le présent Traité entre en vigueur un mois après le jour du dépôt de cet instrument.

Article 7 : Dénonciation du Traité

1) Tout Etat peut dénoncer le présent Traité par notification adressée au Directeur général.

2) La dénonciation prend effet un an après le jour où le Directeur a reçu la notification.

Article 8 : Signature et langues du Traité

1) Le présent Traité est signé en un seul exemplaire original en langues française, anglaise, espagnole et russe, ces textes faisant également foi.

2) Des textes officiels sont établis par le Directeur général, après consultation des gouvernements intéressés, dans les langues allemande, arabe, italienne et portugaise, et dans les autres langues que la Conférence de l'Organisation ou l'Assemblée de l'Union de Paris peuvent indiquer.

3) Le présent Traité reste ouvert à la signature, à Nairobi, jusqu'au 31 décembre 1982 puis, à Genève, jusqu'au 30 juin 1983.

Article 9 : Dépôt du Traité; transmission de copies; enregistrement du Traité

1) L'exemplaire original du présent Traité, lorsqu'il n'est plus ouvert à la signature à Nairobi, est déposé auprès du Directeur général.

2) Le Directeur général certifie et transmet deux copies du présent Traité à tous les Etats visés à l'article 5. i) et 2) et, sur demande, à tout autre Etat.

3) Le Directeur général fait enregistrer le présent Traité auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Article 10 : Notifications

Le Directeur général notifié aux Etats visés à l'article 5.1) et 2)

- i) les signatures apposées selon l'article 8;
- ii) le dépôt d'instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion selon l'article 5, 3) :
- iii) la date d'entrée en vigueur du présent Traité selon l'article 6. 1) :
- iv) toute dénonciation notifiée selon l'article 7.

Annexe

Le symbole olympique est constitué par cinq anneaux entrelacés : bleu, jaune, noir, vert et rouge, placés dans cet ordre de gauche à droite. Il est constitué par les anneaux olympiques employés seuls, en une ou plusieurs couleurs.

ΣΥΝΘΗΚΗ

τοῦ Ναῖρόμπι περί προστασίας τοῦ ὀλυμπιακοῦ συμβόλου
ποῦ υἱοθετήθηκε στὸ Ναῖρόμπι στίς 26 Σεπτ. 1981.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ I.

Οὐσιαστικὲς Διατάξεις.

Ἄρθρο 1 : Ὑποχρέωση τῶν Κρατῶν.

Κάθε Κράτος μέρος τῆς παρούσας Συνθήκης εἶναι ὑποχρεωμένο, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξη τῶν ἀρθρῶν 2 καὶ 3, νὰ ἀρνεῖται ἢ νὰ ἀκυρώνει τὴν καταχώρηση ὡς σῆμα καὶ νὰ ἀπαγορεύει, μὲ προσήκοντα μέτρα, τὴ χρησιμοποίησιν ὡς σῆμα ἢ ἄλλο διακριτικὸ γιὰ ἐμπορικοὺς σκοποὺς, κάθε διακριτικοῦ ποῦ ἀποτελεῖται ἀπὸ τὸ ὀλυμπιακὸ σύμβολο ἢ ποῦ περιέχει αὐτὸ τὸ σύμβολο, ὅπως τοῦτο προσδιορίζεται στὸ Χάρτη τῆς Διεθνοῦς Ὀλυμπιακῆς Ἐπιτροπῆς, ἐκτὸς καὶ ἂν ὑπάρχει ἐγκριση τῆς Διεθνοῦς Ὀλυμπιακῆς Ἐπιτροπῆς. Ὁ ἐν λόγω προσδιορισμὸς καὶ ἡ γραφικὴ ἀναπαράστασις τοῦ ἐν λόγω συμβόλου ἐμφαίνονται στὸ παράρτημα.

Ἄρθρο 2 : Ἐξαίρεσεις ἀπὸ τὴν ὑποχρέωση.

1. Ἡ ὑποχρέωση ποῦ προβλέπεται στὸ ἄρθρο πρῶτο δὲν ἐπιβάλλεται σὲ κανένα Κράτος μέρος τῆς παρούσας Συνθήκης ὅσον ἀφορᾷ :

α) ἓνα σῆμα ποῦ ἀποτελεῖται ἀπὸ τὸ ὀλυμπιακὸ σύμβολο ἢ ποῦ περιέχει αὐτὸ τὸ σύμβολο, ὅταν τὸ σῆμα τοῦτο ἔχει κατατεθεῖ στὸ Κράτος αὐτὸ πρὶν ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσας Συνθήκης ὡς πρὸς τὸ Κράτος αὐτὸ ἢ κατὰ τὴ διάρκεια κάθε περιόδου κατὰ τὴν ὁποία, στὸ ἐν λόγω Κράτος, ἡ ὑποχρέωση ποῦ προβλέπεται στὸ ἄρθρο πρῶτο θεωρεῖται ὅτι ἔχει ἀνασταλεῖ δυνάμει τοῦ ἀρθρο 3.

β) τὴ συνέχιση τῆς χρησιμοποίησιν στὸ Κράτος αὐτὸ, γιὰ ἐμπορικοὺς σκοποὺς, ἐνὸς σήματος ἢ ἐνὸς ἄλλου διακριτικοῦ ποῦ ἀποτελεῖται ἀπὸ τὸ ὀλυμπιακὸ σύμβολο, ἀπὸ κάθε πρόσωπο ἢ ἐπιχείρησιν ποῦ εἶχαν ἀρχίσει νὰ χρησιμοποιοῦν νόμιμα ὡς σῆμα τὸ σύμβολο τοῦτο στὸ ἐν λόγω Κράτος.

από την ημερομηνία έναρξεως της ισχύος της παρούσας Συνθήκης ως πρὸς τὸ Κράτος αὐτὸ ἢ κατὰ τὴ διάρκειά κάθε περιόδου κατὰ τὴν ὁποία, στὸ ἐν λόγω Κράτος, ἡ ὑποχρέωση πού προβλέπεται στὸ ἄρθρο πρῶτο θεωρεῖται ὅτι ἔχει ἀνασταλεῖ δυνάμει τοῦ ἁρθροῦ 3.

2. Οἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 1 (α) ἐφαρμόζονται ἐπίσης στὰ σήματα τῶν ὁποίων ἡ κατάθεση ἰσχύει στὸ Κράτος δυνάμει κατάθεσης πού πραγματοποιήθηκε στὸ πλαίσιο συνθήκης τῆς ὁποίας τὸ ἐν λόγω Κράτος εἶναι μέρος.

3. Κάθε χρησιμοποίηση πού ἐπιτρέπεται ἀπὸ τὸ πρόσωπο ἢ τὴν ἐπιχείρηση πού ἀναφέρονται στὴ παράγραφο 1 (β) θεωρεῖται, γιὰ τοὺς σκοποὺς τῆς ἐν λόγω παραγράφου ὡς χρησιμοποίηση ἀπὸ τὸ ἐν λόγω πρόσωπο ἢ ἐπιχείρηση.

4. Κανένα Κράτος μέρος τῆς παρούσας Συνθήκης δὲν εἶναι ὑποχρεωμένο νὰ ἀπαγορεύσει τὴ χρησιμοποίηση τοῦ Ὀλυμπιακοῦ συμβόλου, ὅταν τὸ σύμβολο αὐτὸ χρησιμοποιεῖται στὰ μέσα μαζικῆς ἐνημέρωσης γιὰ πληροφοριακοὺς σκοποὺς γιὰ τὴν Ὀλυμπιακὴ κίνηση ἢ τίς δραστηριότητές της.

Ἄρθρο 3 : Ἀναστολὴ τῆς ὑποχρέωσης.

Ἡ ὑποχρέωση πού προβλέπεται στὸ ἄρθρο 1 μπορεῖ νὰ θεωρηθεῖ ὅτι ἔχει ἀνασταλεῖ ἀπὸ κάθε Κράτος - μέρος τῆς παρούσας Συνθήκης κατὰ τὴ διάρκειά κάθε περιόδου κατὰ τὴν ὁποία καμία συμφωνία δὲν βρίσκεται σὲ ἰσχύ μεταξὺ τῆς Διεθνούς Ὀλυμπιακῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τῆς Ἑθνικῆς Ὀλυμπιακῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ ἐν λόγω Κράτους ὅσον ἀφορᾷ τοὺς ὁρους ὑπὸ τοὺς ὁποίους ἡ Διεθνὴς Ὀλυμπιακὴ Ἐπιτροπὴ θὰ ἐπιτρέψει τὴ χρησιμοποίηση Ὀλυμπιακοῦ συμβόλου στὸ Κράτος αὐτὸ καὶ ὅσον ἀφορᾷ τὸ μερίδιο τὸ ὁποῖο ἀναλογεῖ στὴν ἐν λόγω Ἑθνικὴ Ὀλυμπιακὴ Ἐπιτροπὴ ἀπὸ τὰ ἔσοδα πού θὰ εἰσπράξει ἡ Διεθνὴς Ὀλυμπιακὴ Ἐπιτροπὴ γιὰ τίς ἐν λόγω ἀδείες.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ II.

Συνενώσεις Κρατῶν

Ἄρθρο 4 : Ἐξαίρεσεις στὸ Πρῶτο Κεφάλαιο.

Ὅσον ἀφορᾷ τὰ Κράτη - Μέρη τῆς παρούσας Συνθήκης τὰ ὁποία εἶναι μέλη μιᾶς τελωνειακῆς ἐνώσεως, μιᾶς ζώνης ἐλευθέρων συναλλαγῶν, κάθε ἄλλης οἰκονομικῆς συνένωσης ἢ κάθε ἄλλης περιφερειακῆς ἢ ὑπο - περιφερειακῆς συνένωσης, οἱ διατάξεις τοῦ Πρώτου Κεφαλαίου δὲν ἐπηρεάζουν τίς ὑποχρεώσεις τοὺς πού ἀπορρέουν ἀπὸ τὸ ἰδρυτικὸ ἔγγραφο τὸ ὁποῖο συνιστᾷ μιὰ τέτοια ἐνωση, μιὰ τέτοια ζώνη ἢ μιὰ ἄλλη τέτοια συνένωση, ἰδιαίτερα ὅσον ἀφορᾷ τίς διατάξεις τοῦ ἐν λόγω ἰδρυτικοῦ ἐγγράφου πού διέπουν τὴν ἐλεύθερη διακίνηση τῶν ἐμπορευμάτων ἢ τῶν ὑπηρεσιῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ III.

Τελικὲς ρῆτρες.

Ἄρθρο 5 : Τρόποι γιὰ νὰ γίνεи ἓνα Κράτος μέρος τῆς Συνθήκης.

1. Κάθε Κράτος μέλος τῆς Παγκόσμιας Ὁργάνωσης Πνευματικῆς Ἰδιοκτησίας (πού ἐπονομάζεται παρακάτω «ἡ Ὁργάνωση» ἢ τῆς Διεθνούς Ἐνώσεως γιὰ τὴν προστασία τῆς βιομηχανικῆς ἰδιοκτησίας (πού ἐπονομάζεται παρακάτω «ἡ ἐνωση τοῦ Παρισιοῦ») μπορεῖ νὰ γίνεи μέρος τῆς παρούσας Συνθήκης μὲ α) τὴν ὑπογραφὴ τῆς Συνθήκης, τὴν ὁποία θὰ ἀκολουθεῖ ἡ κατάθεση ἐγγράφου ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως ἢ β) τὴν κατάθεση ἐγγράφου προσχώρησης.

2. Κάθε Κράτος πού δὲν ἀναφέρεται στὴν παράγραφο 1, τὸ ὁποῖο εἶναι μέλος τοῦ Ὁργανισμοῦ Ἐνωμένων Ἐθνῶν ἢ ἐνὸς ἀπὸ τοὺς ἐξειδικευμένους Ὁργανισμοὺς πού συνδέονται μὲ τὸν Ὁργανισμὸ Ἐνωμένων Ἐθνῶν, μπορεῖ νὰ γίνεи μέρος τῆς παρούσας Συνθήκης μὲ τὴν κατάθεση ἐνὸς ἐγγράφου προσχώρησης.

3. Τὰ ἔγγραφα ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως καὶ προσχώρησης κατατίθενται στὸ Γενικὸ Διευθυντὴ τῆς Ὁργάνωσης (πού ἐπονομάζεται παρακάτω «ὁ Γενικὸς Διευθυντής»).

Ἄρθρο 6 : Ἐναρξὴ ἰσχύος τῆς Συνθήκης.

1. Γιὰ τὰ τρία Κράτη, τὰ ὁποία πρῶτα καταθέτουν τὰ ἔγγραφα ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ προσχώρησης τους, ἡ παρούσα Συνθήκη τίθεται σὲ ἰσχύ μετὰ ἀπὸ παρέλευση ἐνὸς μηνὸς ἀπὸ τὴν ἡμέρα κατὰ τὴν ὁποία κατατέθηκε τὸ τρίτο ἔγγραφο ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ προσχώρησης.

2. Γιὰ κάθε ἄλλο Κράτος τὸ ὁποῖο καταθέτει ἓνα ἔγγραφο ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ προσχώρησης, ἡ παρούσα Συνθήκη τίθεται σὲ ἰσχύ μετὰ ἀπὸ παρέλευση ἐνὸς μηνὸς ἀπὸ τὴν ἡμέρα κατάθεσης τοῦ ἐγγράφου αὐτοῦ.

Ἄρθρο 7 : Καταγγελία τῆς Συνθήκης.

1. Κάθε Κράτος μπορεῖ νὰ καταγγεῖλει τὴν παρούσα Συνθήκη μὲ δήλωση ἢ ὁποία θὰ ἀπευθύνεται στὸ Γενικὸ Διευθυντὴ.

2. Ἡ καταγγελία ἀρχίζει νὰ ἰσχύει μετὰ ἀπὸ παρέλευση ἐνὸς ἔτους ἀπὸ τὴν ἡμέρα κατὰ τὴν ὁποία ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ἔλαβε τὴ δήλωση.

Ἄρθρο 8 : Ὑπογραφή καὶ γλώσσες σύνταξης τῆς Συνθήκης.

1. Ἡ παρούσα Συνθήκη ὑπογράφεται σὲ ἓνα μοναδικὸ πρωτότυπο στὴ γαλλικὴ, ἀγγλικὴ, ἰσπανικὴ καὶ ρωσικὴ γλώσσα· τὰ κείμενα αὐτὰ ἔχουν τὴν ἴδια ἰσχύ.

2. Ἐπίσημα κείμενα συντάσσονται ἀπὸ τὸ Γενικὸ Διευθυντὴ, ἀφοῦ συμβουλευθεῖ τίς ἐνδιαφερόμενες κυβερνήσεις, στὴ γερμανικὴ, ἀραβικὴ, ἰταλικὴ καὶ πορτογαλικὴ γλώσσα καὶ στὶς ἄλλες γλώσσες τίς ὁποῖες ἡ Διάσκεψη τῆς Ὁργάνωσης ἢ ἡ Συνέλευση τῆς Ἐνώσεως τοῦ Παρισιοῦ μποροῦν νὰ ὑποδείξουν.

3. Ἡ παρούσα συνθήκη μπορεῖ νὰ ὑπογραφεῖ, στὸ Ναϊρόμπι, μέχρι τίς 31 Δεκεμβρίου 1982 καὶ ἔπειτα, στὴ Γενεύη, μέχρι τίς 30 Ἰουνίου 1983.

Ἄρθρο 9 : Κατάθεση τῆς Συνθήκης, διαβίβαση ἀντιγράφων, καταχώρηση τῆς Συνθήκης.

1. Τὸ πρωτότυπο τῆς παρούσας Συνθήκης, ὅταν πιά δὲν μπορεῖ νὰ ὑπογραφεῖ στὸ Ναϊρόμπι, κατατίθεται στὸ Γενικὸ Διευθυντὴ.

2. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ἐπικυρώνει καὶ διαβιβάζει δύο ἀντίγραφα τῆς παρούσας Συνθήκης πρὸς ὅλα τὰ Κράτη πού ἀναφέρονται στὸ ἄρθρο 5 παρ. 1 καὶ 2 καὶ πρὸς κάθε ἄλλο Κράτος, κατόπιν αἰτήσεώς του.

3. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς καταχωρεῖ τὴν παρούσα Συνθήκη στὴ Γραμματεία τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἐνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρο 10 : Κοινοποιήσεις.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς κοινοποιεῖ πρὸς τὰ Κράτη πού ἀναφέρονται στὸ ἄρθρο παρ. 5 1 καὶ 2

I) τίς ὑπογραφὲς οἱ ὁποῖες τίθενται σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 8·

II) τὴν κατάθεση ἐγγράφων ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ προσχώρησης σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 5 παρ. 3

III) τὴν ἡμερομηνία κατὰ τὴν ὁποία ἀρχίζει ἡ ἰσχύς τῆς παρούσας Συνθήκης σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 6 παρ. 1

IV) κάθε καταγγελία ἢ ὁποία ἔχει δηλωθεῖ σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 7.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

"Αρθρο 3.

Τὸ ὀλυμπιακὸ σύμβολο ἀποτελεῖται ἀπὸ πέντε συνδεδεμένους δακτύλιους : μπλε, κίτρινο, μαῦρο, πράσινο καὶ κόκκινο, οἱ ὁποῖοι εἶναι τοποθετημένοι μ' αὐτὴ τὴ σειρά ἀπὸ ἀριστερὰ πρὸς τὰ δεξιὰ. Ἀποτελεῖται ἀπὸ τοὺς ὀλυμπιακοὺς δακτύλιους ποὺ χρησιμοποιοῦνται μόνοι, σὲ ἓνα ἢ περισσότερα χρώματα.

"Αρθρο Δεύτερο.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ νόμου αὐτοῦ ἀρχίζει ἀπὸ τὴ δημοσίευσή του στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν νὰ δημοσιευθῇ στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τὸ κείμενον τοῦ παρόντος καὶ νὰ ἐκτελεσθῇ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἀθήναι, 12 Ἀπριλίου 1983

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΑΓ. ΚΟΥΤΣΟΓΙΩΡΓΑΣ

ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ

Ὑπογραφήθηκε καὶ τεθῆκε ἡ Μεγάλῃ Σφραγίδα τοῦ Κράτους.

Ἀθήνα, 13 Ἀπριλίου 1983

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1348

Διάρθρωση τοῦ Ν.Π.Δ.Δ. μετὰ τὴν ἐπωνυμία «Ἄρμα Θέσπιδος» καὶ ἄλλες διατάξεις.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἐννομεν καὶ ἐκδίδομεν τὸν κατωτέρω ὑπὸ τῆς Βουλῆς, ψηφισθέντα νόμον:

"Αρθρο 1.

Τὸ Ν.Π.Δ.Δ. μετὰ τὴν ἐπωνυμία «Ἄρμα Θέσπιδος», ποὺ συστάθηκε μετὰ τὸ Ν. 418/1976 (περὶ συστάσεως νομικοῦ προσώπου δημοσίου δικαίου ὑπὲρ τὴν ἐπωνυμία «Ἄρμα Θέσπιδος» καὶ ὀργανισμοῦ αὐτοῦ), διαλύεται ἀπὸ τὴ δημοσίευσή τοῦ νόμου αὐτοῦ.

"Αρθρο 2.

1. Τὰ περιουσιακὰ στοιχεῖα τοῦ «Ἄρματος Θέσπιδος» ἀπὸ τὴ δημοσίευσή τοῦ νόμου αὐτοῦ αυτοδίκαια καὶ χωρὶς ἄλλη διατύπωση πλὴν τῆς ἀπογραφῆς, μεταβιβάζονται κατὰ κυριότητα στὸ Ἑλληνικὸ Δημόσιο καὶ τίθενται στὴ διάθεσή τοῦ Ὑπουργείου Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν.

Ὁ Ὑπουργὸς Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν, μετὰ ἀποφάσεις του, ποὺ δημοσιεύονται στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, μπορεῖ νὰ παραχωρεῖ τὰ παραπάνω περιουσιακὰ στοιχεῖα κατὰ χρῆσιν στὰ Ν.Π.Δ.Δ., ποὺ ἐποπτεύει καὶ κατὰ προτίμησιν στὰ Κρατικά καὶ τὰ Δημοτικά Θέατρα. Οἱ μεταβιβάσεις γίνονται ἀτελῶς καὶ ἀπαλλάσσονται ἀπὸ κάθε δαπνὴ καὶ φόρο.

2. Στὰ δικαιώματα καὶ τὶς ὑποχρεώσεις ποὺ ἀπορρέουν ἀπὸ διατάξεις νόμων ἢ ἀπὸ συμβάσεις ἢ ἀπὸ ὁποιαδήποτε ἄλλη σχέση τοῦ «Ἄρματος Θέσπιδος» ὑπευθύνεται ὅταν καθολικὸς διάδοχος τὸ Ἑλληνικὸ Δημόσιο.

3. Οἱ τυχόν ἐκκρεμεῖς δίνες μετὰ τὸ «Ἄρμα Θέσπιδος» διακόπτονται καὶ ἐπαναλαμβάνονται, σύμφωνα μετὰ τὶς διατάξεις τοῦ Κώδικος Πολιτικῆς Δικονομίας, μετὰ τὸ Ἑλληνικὸ Δημόσιο.

4. Τὸ Ἀρχεῖο τοῦ «Ἄρματος Θέσπιδος» περιέρχεται στὸ Ὑπουργεῖο Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν.

1. Οἱ παρακάτω ὀργανικὲς θέσεις μόνιμου προσωπικοῦ μεταφέρονται, ἀπὸ τὴ δημοσίευσή τοῦ νόμου αὐτοῦ, ὡς ἐξῆς:

α) Στὸ Ὑπουργεῖο Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν:

Τρεῖς (3) θέσεις μετὰ βαθμοὺς 100—80 τοῦ κλάδου ΜΕ1 Διοικητικοῦ.

Δύο (2) θέσεις μετὰ βαθμοὺς 120—90 τοῦ κλάδου ΣΕ κλητῶν—δωρεῶν.

Οἱ θέσεις αὐτὲς προσδίδονται στοὺς κλάδους ΜΕ1 Διοικητικοῦ καὶ ΣΕ1 κλητῶν, ἀντίστοιχα.

β) Στὴν Ἑθνικὴ Λυρικὴ Σκηνή:

Δύο (2) θέσεις μετὰ βαθμοὺς 50—40 τοῦ κλάδου ΑΤ1 Διοικητικοῦ.

Δύο (2) θέσεις μετὰ βαθμοὺς 100—80 τοῦ κλάδου ΜΕ1 Διοικητικοῦ.

Οἱ θέσεις αὐτὲς προσδίδονται στοὺς κλάδους ΑΤ2 Διοικητικοῦ—Λογιστικοῦ καὶ ΜΕ1 Διοικητικοῦ—Λογιστικοῦ, ἀντίστοιχα.

γ) Στὴ Στέγη Καλῶν Τεχνῶν καὶ Γραμμάτων:

Μία (1) θέση μετὰ βαθμὸ 80—60 τοῦ κλάδου ΑΠ1 Διοικητικοῦ.

Μία (1) θέση μετὰ βαθμὸ 100—80 τοῦ κλάδου ΜΕ1 Διοικητικοῦ.

Οἱ θέσεις αὐτὲς προσδίδονται στοὺς κλάδους ΑΤ1 Διοικητικοῦ καὶ ΜΕ1 ἐπιστάτη, ἀντίστοιχα.

2. Μετὰ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν, ποὺ θὰ ἐκδοθεῖ μετὰ ἀπὸ γνώμη τοῦ ἀρμόδιου Ὑπηρεσιακοῦ Συμβουλίου τοῦ Ὑπουργείου Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν καὶ θὰ δημοσιευθεῖ στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, ὁρίζονται οἱ ὑπάλληλοι ποὺ θὰ μεταφερθοῦν στὸ Ὑπουργεῖο Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν, στὴν Ἑθνικὴ Λυρικὴ Σκηνή καὶ στὴ Στέγη Καλῶν Τεχνῶν καὶ Γραμμάτων, ἀντίστοιχα.

3. Ἡ ἐνταξὴ στοὺς παραπάνω κλάδους καὶ ἡ σειρά ἀρχαιότητας τῶν ὑπαλλήλων τῆς παραγρ. 1 σὲ σχέση μετὰ τοὺς ἄλλους ὑπαλλήλους ποὺ ὑπηρετοῦν στοὺς κλάδους ποὺ θὰ γίνῃ ἡ μεταφορὰ καθορίζεται μετὰ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν ἢ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἀνάλογα, ποὺ ἐκδίδεται μετὰ ἀπὸ σύμφωνη γνώμη τῶν ἀρμόδιων Ὑπηρεσιακῶν Συμβουλίων μετὰ βάση τὴν ἡμερομηνία ποὺ ἀπέκτησε ὁ καθένας τὸν τελευταῖο βαθμὸ του.

4. Οἱ ὑπάλληλοι ποὺ θὰ μεταφερθοῦν ὑποκοῦν κατ' ἐπιλογὴν τους εἴτε νὰ ἐξακολουθήσουν νὰ ὑπάγονται στὰ Ταμεία Ἀρωγῆς ἢ Ἐπικουρικῆς ἀσφάλισης, στὰ ὅποια μέχρι τὴν ἡμερομηνία τῆς μεταφορᾶς τοὺς ὑπάγονται, εἴτε νὰ ὑπαχθοῦν στὰ ἀντίστοιχα τῶν Ὑπηρεσιῶν στίς ὁποῖες μεταφέρονται.

5. Ὅλες οἱ κενὲς θέσεις μόνιμου προσωπικοῦ τοῦ «Ἄρματος Θέσπιδος» καταργοῦνται.

"Αρθρο 4.

1. Οἱ θέσεις προσωπικοῦ τοῦ «Ἄρματος Θέσπιδος» μετὰ σχέση ἐργασίας ἰδιωτικοῦ δικαίου, ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸ ἀρθρο 11 παρ. 1 περ. ΙΙΙ ὑποπερίπτωση α' τοῦ Ν. 418/1976 (περὶ συστάσεως νομικοῦ προσώπου δημοσίου δικαίου ὑπὸ τὴν ἐπωνυμία «Ἄρμα Θέσπιδος» καὶ ὀργανισμοῦ αὐτοῦ), καταργοῦνται καὶ αὐτοὶ ποὺ τὶς κατέχουν ἀπολύονται αυτοδίκαια ἀπὸ τὴ δημοσίευσή τοῦ νόμου αὐτοῦ.

2. Οἱ κατὰ τὰ ἀνωτέρω ἀπολύμενοι μποροῦν νὰ συνεχίσουν νὰ προσφέρουν τὶς ὑπηρεσίες τους, μέχρι λήξεως τῆς συμβάσεώς τους στὸ Ἑθνικὸ Θέατρο ἢ τὸ Κρατικὸ Θέατρο Βορείου Ἑλλάδος, κατόπιν αἰτήσεώς τους, ποὺ θὰ ὑποβληθεῖ στὸ Ὑπουργεῖο Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν ἐντὸς ἀνατρεπτικῆς προθεσμίας δεκαπέντε (15) ἡμερῶν ἀπὸ τὴ δημοσίευσή τοῦ νόμου αὐτοῦ. Σὲ περίπτωσιν ποὺ ἐπιλέξουν τὴ συνέχιση τῆς συμβάσεώς τους στοὺς παραπάνω ὀργανισμοὺς δὲν δημιουργεῖται ἀξίωση ἀποζημιώσεως, ὡς χρόνος δὲ ἐνάρξεως τῆς νέας

συμβάσεως λογίζεται ή ήμεραμηνία δημοσίευσής του νόμου αυτού.

3. Οι θέσεις προσωπικού του «Άρματος Θέσπιδος» με σχέση εργασίας ιδιωτικού δικαίου, που προβλέπονται από το άρθρο 11 παρ. 1 περ. III υποπερίπτωση δ', γ', δ' καί ε' του Ν. 418/1976 «περί συστάσεως νομικού προσώπου δημοσίου δικαίου υπό την επωνυμία «Άρμα Θέσπιδος» και άργανισμou αυτού» και είναι συμπληρωμένες κατά τη δημοσίευσή του νόμου αυτού, μεταφέρονται μαζί με το προσωπικό που υπηρετεί σ' αυτές στο Ύπουργείο Πολιτισμού και Έπιστημών, στο Έθνικό Θέατρο, στο Κρατικό Θέατρο Βορείου Ελλάδος και στην Έθνική Λυρική Σκηνή με κοινές αποφάσεις των Ύπουργών Προεδρίας της Κυβερνήσεως και Πολιτισμού και Έπιστημών.

Οι κενές θέσεις της προηγούμενης παραγράφου καταργούνται από τη δημοσίευσή του νόμου αυτού.

4. Οι υπάλληλοι που υπηρετούν με σύμβαση άοριστου χρόνου σε θέσεις έργων - καθαριστριών, που προβλέπονται στο άρθρο 11 παρ. 1, περ. III, υποπερ. στ' του Ν. 418/1976, μεταφέρονται αυτοδίκαια με τις θέσεις τους στο Ύπουργείο Πολιτισμού και Έπιστημών. Για τη μεταφορά αυτή επιδίδεται διαπιστωτική πράξη του Ύπουργού Πολιτισμού και Έπιστημών, που δημοσιεύεται στην Έφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Άρθρο 5.

Οι δαπάνες μισθοδοσίας του προσωπικού που μεταφέρεται βαρύνουν τον προϋπολογισμό των Ύπηρεσιών στις όποιες μεταφέρεται και οι όποιες ενισχύονται με τα αναγκαία προς τούτο ποσά από την πίστωση που γράφτηκε στον προϋπολογισμό του Ύπουργείου Πολιτισμού και Έπιστημών τρέχοντος έτους για επιχορήγηση του καταργούμενου «Άρματος Θέσπιδος». Τυχόν αδιάθετα ταμειακά υπόλοιπα του καταργούμενου νομικού προσώπου, μετά την εξόφληση των ανειλημμένων υποχρεώσεων του κατατίθενται στο Δημόσιο Ταμείο και εγγράφονται στον προϋπολογισμό του Ύπουργείου Πολιτισμού και Έπιστημών για την αντιμετώπιση δαπανών καλλιτεχνικών δραστηριοτήτων των Κρατικών Θεάτρων.

Άρθρο 6.

1. Οι θέσεις καλλιτεχνικών διευθυντών, με άποδοχές ανάκληρωτη γενικού διευθυντή και με τριετή θητεία, του Έθνικού Θεάτρου, της Έθνικής Λυρικής Σκηνής, του Κρατικού Θεάτρου Βορείου Ελλάδος και του «Άρματος Θέσπιδος», που συστήθηκαν με το άρθρο 24 παρ. 1 του Ν. 1075/1980, καταργούνται από τη δημοσίευσή του νόμου αυτού.

2. Η θητεία των καλλιτεχνικών διευθυντών του Έθνικού Θεάτρου, της Έθνικής Λυρικής Σκηνής, του Κρατικού Θεάτρου Βορείου Ελλάδος και του «Άρματος Θέσπιδος», λήγει από τη δημοσίευσή του νόμου αυτού. Οι κάτοχοι των θέσεων αυτών απολύονται αυτοδίκαια.

Για την απόλυση εκδίδεται διαπιστωτική πράξη του Ύπουργού Πολιτισμού και Έπιστημών που δημοσιεύεται στην Έφημερίδα της Κυβερνήσεως.

3. Στο Έθνικό Θέατρο, στην Έθνική Λυρική Σκηνή και στο Κρατικό Θέατρο Βορείου Ελλάδος συνιστάται από μία (1) θέση διευθυντή με τριετή θητεία που μπορεί να ανανεώνεται και με άποδοχές υπαλλήλων ειδικών θέσεων α' βαθμού.

4. Η επιλογή και ο διορισμός των διευθυντών, στις θέσεις της παρ. 3, γίνεται με τη διαδικασία που προβλέπεται από το άρθρο 4 παρ. 1 του Ν.Δ. 48/1974 «περί διαλύσεως τα ΟΚΘΕ και επανασυστάσεως των συγχωνευθέντων εις αυτόν Ν.Π.Δ.Δ.». Κατά την πρώτη εφαρμογή του παρόντος, ή επιλογή και ο διορισμός των διευθυντών στις παραπάνω θέσεις γίνεται εντός δύο μηνών από τη δημοσίευσή των διαταγμάτων, που προβλέπονται από το άρθρο 9 του νόμου αυτού.

Μέχρι να ολοκληρωθεί ή διαδικασία αυτή καθώς και σε περίπτωση άδυναμίας του διοριζόμενου να ασκήσει τή καθήκοντά του για οποιοδήποτε λόγο, το Διοικητικό Συμβούλιο αναθέτει προσωρινά τή καθήκοντα του διευθυντή σε ένα από τή μέλη του.

Άρθρο 7.

1. Στην Κρατική Όρχήστρα Άθηνών και στην Κρατική Όρχήστρα Θεσσαλονίκης συνιστάται από μία (1) θέση διευθυντή με τριετή θητεία που μπορεί να ανανεώνεται και με άποδοχές υπαλλήλων ειδικών θέσεων α' βαθμού.

2. Ο διορισμός στις θέσεις της παρ. 1 γίνεται με άποφαση του Ύπουργού Πολιτισμού και Έπιστημών που δημοσιεύεται στην Έφημερίδα της Κυβερνήσεως.

3. Ο διευθυντής της Όρχήστρας, εάν έχει τή ιδιότητα του άρχιμουσικού, δεν μπορεί να διευθύνει πέρα από τή ένα όγδοο (1/8) των ετήσιων συναυλιών των Κρατικών Όρχηστρών.

4. Για τις θέσεις της παραγράφου 3 του άρθρου 6 και της παραγράφου 1 του άρθρου αυτού εφαρμόζονται οι διατάξεις του άρθρου 20 παράγρ. 8 του Κ.Π.Δ. 611/1977 και του άρθρου 4 του Ν. 261/1976, «περί τρόπου πλήρώσεως θέσεων των Ν.Π.Δ.Δ. και συναφών διατάξεων».

Άρθρο 8.

1. Οι πρόθετες μηνιαίες άποδοχές των διευθυντών του Έθνικού Θεάτρου, της Έθνικής Λυρικής Σκηνής, του Κρατικού Θεάτρου Βορείου Ελλάδος, της Κρατικής Όρχήστρας Άθηνών και της Κρατικής Όρχήστρας Θεσσαλονίκης για καλλιτεχνική εργασία στους οργανισμούς αυτούς δεν μπορούν να υπερβαίνουν τή 30% του συνόλου των τακτικών άποδοχών της οργανικής τους θέσεως.

2. Στις άμοιβές της προηγούμενης παραγράφου δεν περιλαμβάνονται τή δικαιώματα από πνευματική ιδιοκτησία.

Άρθρο 9.

Με Προεδρικά Διατάγματα, που εκδίδονται ύστερα από πρόταση των Ύπουργών Προεδρίας της Κυβερνήσεως και Πολιτισμού και Έπιστημών, καθορίζονται τή προσόντα και οι άρμοδιότητες των διευθυντών του Έθνικού Θεάτρου, της Έθνικής Λυρικής Σκηνής, του Κρατικού Θεάτρου Βορείου Ελλάδος, της Κρατικής Όρχήστρας Άθηνών και της Κρατικής Όρχήστρας Θεσσαλονίκης.

Άρθρο 10.

Οι διατάξεις περί διορισμού Κυβερνητικού Έπιτρόπου στα Κρατικά Θεάτρα καταργούνται.

Άρθρο 11.

Επαναφέρεται σε ισχύ τή άρθρο 140 του Κανονιστικού Διατάγματος της 4ης Δεκεμβρίου 1943 «περί έγκρίσεως του Οργανισμού του Έθνικού Θεάτρου» και τροποποιείται ως εξής:

α' Άρθρο 140.

1. Τό Έθνικό Θέατρο οργανώνει κλητές θεατρικές μονάδες με προσωπικό του Έθνικού Θεάτρου και με προσωπικό διάφορων ειδικοτήτων, που δά προσλαμβάνεται με σύμβαση εργασίας όρισμένου χρόνου, σύμφωνα με τις διατάξεις του κεφαλ. Δ' άρθρα 51 και επόμενα του Ν. 993/1979 «περί του επί συμβάσει εργασίας ιδιωτικού δικαίου προσωπικού του Δημοσίου κ.λ.π.»..

2. Η λειτουργία, οι περιόδους και κάθε άλλη λεπτομέρεια οργάνωσης των ως άνω μονάδων ρυθμίζεται σύμφωνα με τή προβλεπόμενα στο άρθρο 6 του Ν.Δ. 48/1974».

Άρθρο 12.

1. Από τις ειδικότητες που προβλέπονται στο άρθρο 1, Α' κατηγορία, περίπτωση I Έκπαιδευτικό Προσωπικό Κλά-

δου ΑΡ υποβιβασμού της απόφασης του Υπουργού Έθνικης Παιδείας και Θρησκευμάτων με αριθμό 103765/1328/13.9.1958 (ΦΕΚ 255/Β/1958), καταργείται η ειδικότητα της δραματικής τέχνης.

2. Καταργούνται αυτοδίκαια δύο μόνιμες θέσεις του κλάδου ΑΡ4 καθηγητών Β' Τάξεως με βαθμούς 70—40 του Κρατικού Ώδειου Θεσσαλονίκης, τις οποίες κατέχουν διπλωματούχοι ειδικότητας δραματικής τέχνης, που είχαν προσληφθεί για τις ανάγκες της σχολής δραματικής τέχνης.

3. Οι κάτοχοι των θέσεων, που καταργούνται, απολύονται αυτοδίκαια. Για την απόλυσή τους εκδίδεται διαπιστωτική πράξη του Υπουργού Πολιτισμού και Έπιστημών, δεδαιωτική της πραγματικής και συντάξιμης υπηρεσίας τους.

Άρθρο 13.

1. Το τρίτο εδάφιο της παρ. 4 του άρθρου 14 του Ν. 1158/1981 «περί οργανώσεως και διοικήσεως σχολών Άνωτέρας Καλλιτεχνικής Εκπαίδευσως κ.λπ.» αντικαθίσταται ως εξής:

«Οι αποτυχόντες στις διενεργούμενες από τις Σχολές και Επιτροπές εξετάσεις τριτοετείς σπουδαστές δεν επαναλαμβάνουν τα μαθήματα της τάξεώς τους, αλλά παραπέμπονται στην επόμενη εξεταστική περίοδο και εξετάζονται μόνο στα μαθήματα στα οποία απέτυχαν».

2. Οι προεσμίες για την έγγραφη σπουδαστών και τη λήξη λειτουργίας των ιδιωτικών σχολών Δραματικών, Χορού και Κινηματογράφου, που προβλέπονται από την παρ. 1 του άρθρου 27 του Ν. 1158/1981, παρατείνονται κατά δύο σχολικά έτη.

Άρθρο 14.

Καταργούνται από τη δημοσίευση του νόμου αυτού:

α) Οι διατάξεις των άρθρων 23 και 24 του Ν. 1075/1980 «περί μονιμοποίησης μουσικών των Κρατικών Όρχηστρών Αθηνών και Θεσσαλονίκης κ.λπ.».

β) Οι διατάξεις του Π.Δ. 617/1981 «περί αρμοδιοτήτων των Γενικών Διευθυντών και των Καλλιτεχνικών Διευθυντών των Κρατικών Θεάτρων».

γ) Οι διατάξεις του άρθρου μόνου του Ν. 113/1945 «περί υπαγωγής της Έθνικης Λυρικής Σκηνής εις το Υπουργείον Έθνικης Παιδείας και Θρησκευμάτων», του άρθρου 7 του Ν.Δ. 4370/1964 «περί ιδρύσεως Κρατικού Θεάτρου Βορείου Ελλάδος και ρυθμίσεως ζητημάτων τινών του Έθνικού Θεάτρου και της Έθνικης Λυρικής Σκηνής» και του άρθρου 5 του Ν.Δ. 80/1946 «περί του Έθνικού Θεάτρου».

δ) Οι διατάξεις του Ν. 418/1976 και κάθε διάταξη, που εκδόθηκε κατ' εξουσιοδότηση του νόμου αυτού.

Άρθρο 15.

1. Η ισχύς των άρθρων 6, 7, 8, 10 και 17 έως και 22 του Ν. 1158/1981 «περί οργανώσεως και διοικήσεως Σχολών Άνωτέρας Καλλιτεχνικής Εκπαίδευσως κ.λπ.» επεκτείνεται και στις επαγγελματικές Σχολές Χορού.

2. Διπλωματούχοι ή πτυχιούχοι ενός Τμήματος των Άνωτέρων Σχολών Καλλιτεχνικής Εκπαίδευσως του Ν. 1158/1981 «περί οργανώσεως και διοικήσεως Σχολών Άνωτέρας Καλλιτεχνικής Εκπαίδευσως κ.λπ.» δύναται να κατατάσσονται, κατόπιν καταπρατήριων εξετάσεων, που διενεργούνται σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 14 του ίδιου νόμου, μέχρι και το δεύτερο έτος άλλου Τμήματος της ίδιας Σχολής.

Άρθρο 16.

1. Με κοινή απόφαση των Υπουργών Έσωτερικών και Πολιτισμού και Έπιστημών και μετά από σύμφωνη γνώμη του Κεντρικού Αρχαιολογικού Συμβουλίου και γνώμη της τοπικής Έφορείας Αρχαιοτήτων επιτρέπεται η παραχώρηση σε οργανισμούς τοπικής αυτοδιοίκησης της χρήσης των

αρχαιολογικών ακινήτων και κάθε ακινήτου και χώρου του Έλληνικού Δημοσίου που τελεί υπό την αρμοδιότητα των αρχαιολογικών υπηρεσιών του Κράτους και βρίσκεται στην περιφέρεια των παραπάνω οργανισμών.

2. Η απόφαση όριζει το σκοπό, τη διάρκεια καθώς και του όρους της παραχώρησης, που η παράβασή τους επιφέρει τη ανάκληση της απόφασης. Στους όρους αυτούς περιλαμβάνονται υποχρεωτικά ή έποπτεία των ακινήτων από την αρμοδιότητα Έφορείας Αρχαιοτήτων και η λειτουργία τους αποκλειστικά και μόνο για το σκοπό της παραχώρησης.

Άρθρο 17.

Οι θέσεις του κλάδου ΑΤ έπιμελητών του Μουσείου Έλληνικής Λαϊκής Τέχνης, οι προβλεπόμενες από τις διατάξεις του άρθρου 3 του Ν.Δ. 22/1923 (ΦΕΚ Α 245/31.8.23) όπως τροποποιήθηκαν με τις διατάξεις του άρθρου 2 του Ν.Δ. της 31 Αυγούστου / 9 Σεπτεμβρίου 1935 (ΦΕΚ 39 Α), σε συνδυασμό με τις διατάξεις του άρθρου 1 του Ν.Δ. 384/1974 (ΦΕΚ 99 Α/11.4.74) και του άρθρου 6 του Ν. 1189/1981 (ΦΕΚ 203 Α/30.7.81), σε εφαρμογή του οποίου εκδόθηκε η απόφαση 73464/15410/3.11.81 (ΦΕΚ 708 Β, 20.11.81) της Υπουργού Πολιτισμού και Έπιστημών, για τη σύσταση τεσσάρων ακόμα θέσεων στον κλάδο ΑΤ έπιμελητών, διαβαθμίζονται ως εξής: Μία (1) θέση στους βαθμούς 30—20 και τέσσερις (4) θέσεις στους βαθμούς 70 ή 60—40. Τυπικά προσόντα διορισμού στους εισαγωγικούς βαθμούς 7 ή 60 είναι τα προβλεπόμενα από την παρ. 1 του άρθρου 6 του Ν. 1189/1981.

Άρθρο 18.

1. Οι κατά τη δημοσίευση του παρόντος οργανικές θέσεις συντηρητών έργων τέχνης του Μουσείου Έλληνικής Λαϊκής Τέχνης με σύμβαση ιδιωτικού δικαίου άοριστου χρόνου, που συστήθηκαν με το άρθρο 6 παρ. 3 του Ν. 1189/1981, μετατρέπονται σε μόνιμες θέσεις κλάδου ΜΕ2 συντηρητών έργων τέχνης και αυτοί που υπηρετούν με σχέση εργασίας ιδιωτικού δικαίου διορίζονται και εντάσσονται στις θέσεις αυτές ανάλογα με το χρόνο υπηρεσίας που έχουν, εφαρμόζομένων αναλόγως των διατάξεων του άρθρου 2 του Ν. 1189/1981.

2. Προσόντα διορισμού για τον εισαγωγικό βαθμό (9ο) του Κλάδου αυτού όρίζονται:

Απολυτήριο Λυκείου ή εξέταξιου Γυμνασίου, πτυχίο Σχολής Συντηρήσεως Έργων Τέχνης της ήμεδαπής ή άλλοδαπής ή τριετής έμπειριζ στη συντήρηση έργων τέχνης και γνώσεις μιας των κύριων ευρωπαϊκών γλωσσών.

3. Οι κατά τη δημοσίευση του νόμου αυτού υπηρετούντες στην Έθνική Πινακοθήκη και Μουσείο Άλεξάνδρου Σούτζου έκτακτοι έπιμελητές με σχέση εργασίας ιδιωτικού δικαίου και άσχαλούμενοι με την οργάνωση και την παρουσίαση εκθέσεων ζωγραφικής, γλυπτικής και χαρακτικής, διορίζονται με απόφαση του αρμόδιου οργάνου σε υφιστάμενες κενές οργανικές θέσεις έπιμελητών του κλάδου ΑΠ1 ιστορικών τέχνης, με εισαγωγικό βαθμό 70, του νομικού τούτου προσώπου, έφ' όσον έχουν πτυχίο Φιλοσοφικής Σχολής ήμεδαπού, ή ισότιμου άλλοδαπού Πανεπιστημίου.

Άρθρο 19.

1. Η παρ. 1 του άρθρου 4 του Ν. 1064/1980 αντικαθίσταται ως εξής:

«1. Είς μὲν τοὺς ὁπωσδήποτε παράγοντας, εισάγοντας ή εξάγοντας μὴ ἐγγεγραμμένους ὑλικούς φορεῖς ἡχοῦ ἢ εἰκότος ἢ ἡχοῦ καὶ εἰκότος ἐπιβάλλεται ἡ ὑποχρέωσις ὅπως πρὸ πάσης ἐνάρξεως τῆς παραγωγικῆς, εισαγωγικῆς ἢ ἐξαγωγικῆς διαδικασίας λαμβάνουν τὴν ἐγγραφοὶ πρὸς τοῦτο ὁδεῖαν τοῦ κατὰ τὴν παράρραρον 2 τοῦ παρόντος ἐδικοῦ νομικοῦ προσώπου. Εἰς δὲ τοὺς ὁπωσδήποτε παράγοντας, εισάγοντας, εξάγοντας, κατέχοντας ἐπὶ σκοπῷ περαιτέρω ἀμέσου ἢ ἐμμέσου διανοεῦσεως εἰς τὴν ἀγορὰν ἢ παντοιοτρόπως εἰς τὸ κοινὸν διαθέτοντας ἐγγεγραμμένους ὑλικούς φο-

ρεΐς ήχου ή εικόνας ή ήχου και εικόνας επβάλλεται: ή υποχρέωση όπως, κατά περίπτωση: α) οι παράγοντες και κατέχοντες τοιούτους φορείς, άμν τώ πέρατι τής παραγωγικής διαδικασίας ή τη ήπωσθήποτε κτήσει αούτων, β) οι εισάγοντες, έξάγοντες ή είς τό κοινόν διαθήτοντες, πρό του πέρατος τής εισαγωγικής ή έξαγωγικής διαδικασίας ή τής καθ' ούνδθήποτε τρόπον διαθέσεως τών εϊρημένων φορέων, επκαλλούν ή ήπωσθήποτε άποτυπών επί τής συσκευασίας ή του σάκίατος ή ήμφοτέρων τούτων ένθς έκάστου τεμαχίου τών είδών αούτων είδικόν έπίσημα ή ταινίαν έλέγγου ή έτερον θεωρημένον παραστατικό, δια του ήποιου πιστοποιείται: τό σύνολον τών έν λόγω έγγεγραμμένων φορέων ήχου ή εικόνας ή ήχου και εικόνας. Έτι δε παραιτέρω, τοιούτοι φορείς, ούτινες δέν πληρούν την ως εϊρηται διαπιστωτικήν και μόνον του συνόλου αούτων προϋπόθεσιν, άπαγορεύεται: όπως καθ' ούνδθήποτε τρόπον εκτίθενται, διαφημίζονται ή άλλως πως άποτελούν άντικείμενον οιασθήποτε ένεργείας προωθήσεως τής διαθέσεως αούτων».

2. Η παρ. 2 του άρθρου 12 του Ν. 1075/1980 άντικαθίσταται ως εξής:

«2. Έκ τών διαφόρων χρήσεων τής έρμηνείας, είδικώς επί α) μεταγενεστεράς άναπαγωγής ή θέσεως είς κυκλοφορίαν τής έγγεγραμμένης ή τής ραδιοτηλεοπτικής ή άλλως πως μεταδιδόμενης ή μεταδοθείσης έρμηνείας, β) μεταδόσεως είς τό κοινόν τής έγγεγραμμένης τοιούτης, γ) ραδιοτηλεοπτικής ή είς τό κοινόν άναμεταδόσεως τής ραδιοτηλεοπτικής ή άλλως πως μεταδιδόμενης ή μεταδοθείσης έρμηνείας και δ) τών έν τη προηγούμενη παραγράφω περιπτώσεων, τά δικαιώματα τών καλλιτεχνών-έρμηνευτών άσκούνται μόνον υπό τών ούκείων προσωπικών μη κερδοσκοπικών διαχειριστικών όργανισμών τών καλλιτεχνών-έρμηνευτών. Οι έν λόγω διαχειριστικοί όργανισμοί συνιστώνται ή άναγνωρίζονται δια προεδρικού διατάγματος έκδιδομένου τη προτάσει τών Έπουργών Προεδρίας τής Κυβερνήσεως και Πολιτισμού και Έπιστημών μετ' άπόφασιν τών έν τώ έπομένω έδαφίω του παρόντος έπιτροπών, και μετέχουν του είδικού νομικού προσώπου του προβλεπομένου υπό του άρθρου 4 παρ. 2 του Ν. 1064/1980. Αί έπιτροπεί, αί όποία: άποφασίζουν την σύστασιν ή άναγνώρισιν τών ρηθέντων διαχειριστικών όργα-

νισμών, συνιστώνται δια προεδρικού διατάγματος έκδιδομένου τη προτάσει τών αούτων ως άνω Έπουργών και όρίζοντας την συγκρότησιν, τόν βαθμόν και την σύνθεσιν τών έπιτροπών, τας άρμοδιότητας αούτων, είς τας όποίας περιλαμβάνεται και ή θέσις τών κανόνων λειτουργίας τούτων και τής ένώπιον αούτων διαδικασίας, ή καθορισμός, ή διαχείρισις και ή διάθεσις τών προς κάλυψιν τών έξόδων τής διαδικασίας ταύτης καταβλητέων τελών, ως και τά κριτήρια συστάσεως ή άναγνώσεως τών εϊρημένων διαχειριστικών όργανισμών, μετ' έξυ τών όποιων και τό τής αντιπροσωπευτικότητας αούτων. Η υπό τών διαχειριστικών όργανισμών άσκησης τών ως άνω δικαιωμάτων άφορά μόνον είς τας χρήσεις τής έρμηνείας, αζιζινες εϊναι μεταγενέστεραι τής υπό τών καλλιτεχνών-έρμηνευτών ύποδείξεως του όργανισμού τής έκλογής των, ήτις ύπόδειξις επί έρμηνείας παρά συνόλου ένεργείται υπό τών έν τώ έπομένω άρθρω όρίζομένων δια την άσκήσιν τών δικαιωμάτων προσώπων».

*Άρθρο 20.

Η ισχύς του νόμου αούτου άρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Έφημερίδα τής Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν νά δημοσιευθή στην Έφημερίδα τής Κυβερνήσεως τό χείμενον του παρόντος και νά εκτελεσθή ως νόμος του Κράτους.

Αθήνα, 12 Απριλίου 1983

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΑΓΑΠ. ΚΟΥΤΣΟΓΙΩΡΓΑΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ

ΔΗΜ. ΚΟΥΛΟΥΡΙΑΝΟΣ

Α. - Μ. (ΜΕΛΙΝΑ) ΜΕΡΚΟΥΡΗ

Θεωρήθηκε και τέθηκε ή Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 13 Απριλίου 1983

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ :

Η ετήσια συνδρομή της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως, η τιμή των φύλλων της που πωλούνται τμηματικά και τα τέλη δημοσιεύσεων στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, καθορίστηκαν από 1 Ιανουαρίου 1983 ως ακολούθως :

Α'. ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

1. Για το Τεύχος Α'	Δραχ. 2.500
2. » » » Β'	» 4.000
3. » » » ΤΑΠΣ	» 3.000
4. » » » Γ'	» 1.500
5. » » » Δ'	» 3.500
6. » » » Νομικών Προσώπων Δ.Δ. κτλ.	» 1.500
7. » » » Αν. Ειδ. Δικαστηρίου	» 300
8. » » » Παράρτημα	» 800
9. » » » Ανωνύμων Εταιρειών κτλ.	» 10.000
10. » » Δελτίο Εμπορικής και Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας	» 800
11. Για όλα τα τεύχη και το Δ.Ε.Β.Ι.	» 20.000

Οι Δήμοι και οι Κοινότητες του Κράτους καταβάλλουν το 1/2 των ανωτέρω συνδρομών.

Υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοήθειας Προσωπικού του Εθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) αναλογούν τα εξής ποσά :

1. Για το Τεύχος Α'	Δραχ. 125
2. » » » Β'	» 200
3. » » » ΤΑΠΣ	» 150
4. » » » Γ'	» 75
5. » » » Δ'	» 175
6. » » » Νομικών Προσώπων Δ.Δ. κτλ.	» 75
7. » » » Αν. Ειδ. Δικαστηρίου	» 15
8. » » » Παράρτημα	» 40
9. » » » Ανωνύμων Εταιρειών κτλ.	» 500
10. » » Δελτίο Εμπ. και Βιομ. Ιδιοκτησίας	» 40
11. Για όλα τα τεύχη	» 1000

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Η τιμή πώλησης κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., είναι 10 δραχ., από 9 ως 24 σελ. 15 δραχ., από 25 ως 48 σελ. 25 δραχ., από 49 ως 80 σελ. 40 δραχ., από 81 σελ. και πάνω η τιμή πώλησης κάθε φύλλου προσυζητείται κατά 50 δραχ. ανά 80 σελίδες.

Γ'. ΤΙΜΗ ΦΩΤΟΑΝΤΙΓΡΑΦΩΝ

Η τιμή διόδοσης στο κοινό των εκδιδόμενων από το Εθνικό Τυπογραφείο φωτοαντιγράφων των διάφορων φύλλων της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως καθορίζεται σε τέσσερις (4) δραχμές κατά σελίδα.

Δ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

I. Στο τεύχος Ανωνύμων Εταιρειών και Εταιρειών Περιορισμένης Ευθύνης :

Α'. Ανωνύμων Εταιρειών :

1. Των καταστατικών	Δραχ. 25.000
2. Των αποφάσεων για συγχώνευση ανωνύμων εταιρειών	» 25.000
3. Των κωδικοποιήσεων των καταστατικών (ΦΕΚ 309/67, τ. Β')	» 15.000
4. Των τροποποιήσεων των καταστατικών	» 8.000
5. Των ισολογισμών κάθε χρήσης	» 10.500
6. Των υπουργικών αποφάσεων για παροχή άδειας επέκτασης των εργασιών Ασφαλιστικών Εταιρειών, των εκθέσεων εκτίμησης περιουσιακών στοιχείων και των αποφάσεων του Δ.Σ. του ΕΛΤΑ, με τις οποίες εγκρίνονται και δημοσιεύονται οι κανονισμοί αυτού ..	» 9.000
7. Των αποφάσεων για εγκατάσταση υποκαταστήματος, διορισμού γενικού πράκτορα και παροχή πληρεξουσιότητας αντιπροσωπείας στην Ελλάδα αλλοδαπών Εταιρειών και των αποφάσεων για μεταβίβαση του χαρτοφυλακίου Ασφαλιστικών Εταιρειών κατά το άρθρο 59 παρ. 1. του Ν.Δ. 400/1.9.70	» 6.000
8. Των ανακοινώσεων για κάθε μεταβολή που γίνεται με απόφαση Γ.Σ. ή Δ.Σ., των προσκλήσεων σε γενικές συνελεύσεις, των κατά το άρθρο 32 του Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, των ανακοινώσεων που προβλέπονται από το άρθρο 59 παρ. 3 του Ν.Δ. 400/1970 για Αλλοδαπές Ασφαλιστικές Εταιρείες, των αποφάσεων του Διοικητικού Συμβουλίου του ΕΛΤΑ που αναφέρονται σε προσωρινές διατάξεις και των αποφάσεων του Υπ. Συγκοινωνιών για τους ΗΛΠΑΠ - ΗΣΑΠ - ΟΣΣ	» 2.800
9. Των συνοπτικών μηνιαίων καταστάσεων των Τραπεζικών Εταιρειών	» 2.800

10. Των αποφάσεων της επιτροπής του Χρηματιστηρίου για την εισαγωγή χρεωγράφων στο χρηματιστήριο για διαπραγμάτευση, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/1967	Δραχ. 2.800
---	-------------

11. Των αποφάσεων της επιτροπής κεφαλαιαγοράς για τη διαγραφή χρεωγράφων από το χρηματιστήριο, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/67	» 2.800
12. Των αποφάσεων για την έγκριση τιμολογίων των Ασφαλιστικών Εταιρειών	» 2.000

Β'. Εταιρειών Περιορισμένης Ευθύνης :

1. Των καταστατικών	» 2.800
2. Των κωδικοποιήσεων των καταστατικών	» 2.800
3. Των ισολογισμών κάθε χρήσης	» 3.200
4. Των εκθέσεων εκτίμησης περιουσιακών στοιχείων	» 2.800
5. Των τροποποιήσεων των καταστατικών (για κάθε συμβολαιογραφική πράξη)	» 1.200
6. Των ανακοινώσεων με συμβολαιογραφική πράξη	» 1.200
7. Των ανακοινώσεων με απόφαση της Γ.Σ.	» 1.000
8. Των προσκλήσεων σε γενικές συνελεύσεις	» 1.000

Γ'. Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - Αλληλασφαλιστικών Ταμείων και Φιλανθρωπικών Σωματείων :

1. Των υπουργικών αποφάσεων για τη χορήγηση άδειας λειτουργίας Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - Αλληλασφαλιστικών Ταμείων	» 2.800
2. Των ισολογισμών των ανωτέρω Συνεταιρισμών, Ταμείων και Σωματείων	» 3.200

Δ'. Των δικαστικών πράξεων :

II. Στο Τέταρτο τεύχος :	
Των δικαστικών πράξεων για παρακατάθεση αποζημίωσης	» 1.200

Ε'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Οι συνδρομές του εσωτερικού και τα τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στα Δημόσια Ταμεία έναντι αποδεικτικού εισπραχτής, το οποίο φροντίζει ο ενδιαφερόμενος να το στείλει στο Εθνικό Τυπογραφείο.

2. Οι συνδρομές του εξωτερικού είναι δυνατό να στέλνονται και σε ανάλογο συνάλλαγμα με επιταγή στο όνομα του Διευθυντή Διαχειρίσεως του Εθνικού Τυπογραφείου.

3. Το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό επί των ανωτέρω συνδρομών και τελών δημοσιεύσεων καταβάλλεται ως εξής :

α) στην Αθήνα : στο Ταμείο του ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Εθνικού Τυπογραφείου).

β) στις υπόλοιπες πόλεις του Κράτους : στα Δημόσια Ταμεία και αποδίδεται στο ΤΑΠΕΤ σύμφωνα με τις 192378/3639/1947 (ΡΟΝΕΟ 185) και 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) εγκύκλιες διαταγές του Γ.Α.Κ.

γ) στις παραπάνω συνδρομών εξωτερικού : όταν η αποστολή τους γίνεται με επιταγές μαζί μ' αυτές στέλνεται και το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό.

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ